

Questions orales

M. Tobin: C'est exactement ce que vous dites aux habitants de la région de l'Atlantique, de la fermer.

Des voix: Non, à vous!

M. le Président: Je demande au député de se taire.

ON DEMANDE DE RECONSIDÉRER LA QUESTION

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, il y a peut-être des gens intéressants aux réunions libérales, mais le premier ministre conservateur de l'Île-du-Prince-Édouard a déclaré que les provinces de l'Atlantique se sont fait couper l'herbe sous le pied dans ce budget. Le premier ministre conservateur de Terre-Neuve a déclaré l'autre jour que le budget ne fait rien pour remédier aux disparités régionales.

Le ministre des Finances a clairement déclaré que si la désindexation cause des difficultés exagérées aux personnes du troisième âge, le gouvernement reviendra sur sa position. Puisqu'il est, en théorie, sensible aux problèmes des provinces de l'Atlantique, le ministre va-t-il examiner les dispositions budgétaires qui ont des répercussions négatives sur cette région?

M. Clark (Yellowhead): Vous êtes drôlement bon en théorie, Nelson, lorsque vous êtes de l'autre côté.

M. Riis: Les dispositions budgétaires défavorisent carrément cette région. Va-t-il réfléchir à deux fois aux répercussions qu'elles ont sur la région de l'Atlantique?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je veux demander au député de réfléchir à sa question puisque 10,000 emplois ont été créés le mois dernier en Nouvelle-Écosse. Tout n'est donc pas foncièrement mauvais dans la région de l'Atlantique.

Des voix: Oh, oh!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Les députés d'en face se demandent pourquoi ce genre de choses se produisent. C'est parce que la région réagit bien à la théorie et aux méthodes du gouvernement actuel et à l'orientation qu'il suit pour favoriser—monsieur le Président, il est difficile de rivaliser avec les stentors d'en face.

Les provinces de l'Atlantique, comme toutes les régions du pays, réagissent de façon positive à l'orientation que prend le gouvernement depuis le 4 septembre et elles continueront à le faire avec le temps.

* * *

LES ARMES NUCLÉAIRES

L'AVENIR DU TRAITÉ DE NON-PROLIFÉRATION

M. Reg Stackhouse (Scarborough-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. L'année dernière, la quarantième de l'ère nucléaire, il y a eu 35 explosions nucléaires. L'avenir du Traité de non-prolifération dépend dans une large mesure de la crédibilité des puissances nucléaires. Étant donné l'incertitude qui règne à propos du traité, le ministre travaillerait-il à son maintien en demandant à toutes les nations de mettre fin à leurs expériences nucléaires pour montrer qu'elles appuient sincèrement le Traité de non-prolifération?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, comme la Chambre le sait, le Traité de non-prolifération sera réexaminé plus tard cet été, en août et septembre. On souhaite obtenir des résultats concrets lors de la conférence qui sera consacrée à cette question. L'ambassadeur canadien pour le désarmement a rencontré des représentants des puissances nucléaires et d'autres pays et, par l'intermédiaire du ministère des Affaires extérieures, nous avons contacté des pays qui n'ont pas encore signé le traité pour leur demander d'apposer leur signature à ce document. Nous continuerons, par tous les moyens dont nous disposons, à essayer de maintenir le régime du traité de non-prolifération.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU MINISTRE DU REVENU ET DES SERVICES FINANCIERS DE LA SASKATCHEWAN

M. le Président: Je voudrais attirer l'attention de la Chambre sur la présence à notre tribune de l'honorable Paul Rousseau, ministre du Revenu et des Services financiers de la Saskatchewan.

Des voix: Bravo!

* * *

L'ÉNERGIE

LE PROGRAMME D'ENCOURAGEMENT DU SECTEUR PÉTROLIER

M. Russell MacLellan (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur le Président, je voudrais poser une question à la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Étant donné que la ministre rencontre son homologue de la Nouvelle-Écosse cette semaine, maintient-elle que le Programme d'encouragement du secteur pétrolier sera remplacé par un programme d'encouragement de la mise en valeur des régions neuves, comme elle l'a promis?

L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, nous avons un certain nombre de questions à aborder pendant les entretiens que nous aurons demain, et je suis certaine que le sujet dont le député a parlé tiendra une grande place dans ces entretiens.

ON INTERROGE SUR LE PROGRAMME DE REMPLACEMENT

M. Russell MacLellan (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur le Président, elle dit oui d'abord puis maintenant elle dit qu'elle ne sait pas. Qui est le porte-parole du gouvernement pour les questions énergétiques? Est-ce la ministre? Est-ce le ministre de la Justice qui a déclaré à Halifax qu'il fallait convaincre le gouvernement de la nécessité d'un nouveau programme d'encouragement? Est-ce le ministre des Finances qui a dit aux représentants des sociétés pétrolières de l'Ouest qu'ils doivent insister pour que le gouvernement adopte des mesures spéciales visant à encourager l'exploration dans le Nord et l'exploration sous-marine? Qui est le porte-parole du gouvernement pour les questions énergétiques et le Programme d'encouragement du secteur pétrolier va-t-il être remplacé?